

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 91 — 1936

18 JUILLET 1991. — Arrêté royal portant exécution de l'article 36 de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux, notamment l'article 36;
Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté il convient d'entendre par :

- 1^o « La loi du 26 juin 1990 » : la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux;
- 2^o « L'autorité compétente » : les autorités compétentes pour la politique de santé en vertu des articles 59 bis, 59 ter ou 108 ter de la Constitution;
- 3^o « Un service A » : un service neuropsychiatrique d'observation et de traitement, agréé comme service A conformément à la législation sur les hôpitaux;
- 4^o « Un service T » : un service neuropsychiatrique de traitement, agréé comme service T conformément à la législation sur les hôpitaux;
- 5^o « Un service K » : un service neuropsychiatrique pour enfants, agréé comme service K conformément à la législation sur les hôpitaux;
- 6^o « Mesure de protection » : une mesure de protection prise en application de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux.

CHAPITRE II. — Prescriptions relatives aux services psychiatriques tenus d'accueillir des malades mentaux faisant l'objet d'une mesure de protection

Section première. — Conditions dans lesquelles les services psychiatriques sont tenus d'accueillir les malades mentaux dont l'état nécessite des mesures de protection

Art. 2. Pour autant qu'ils soient désignés à cet effet par l'autorité compétente, les services A des hôpitaux psychiatriques, les services A des hôpitaux généraux fonctionnant dans le cadre de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente, les services T et les services K sont tenus d'accueillir les malades mentaux à l'égard desquels une mesure de protection a été ordonnée.

Section 2. — Conditions fonctionnelles spécifiques auxquelles les services visés dans la section première doivent répondre

Art. 3. § 1^{er}. Les services visés dans la section première doivent disposer d'un règlement d'ordre intérieur soumis, sans préjudice de la disposition de l'article 125, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, à l'approbation de l'autorité compétente. Ce règlement est porté à la connaissance du procureur du Roi et du juge de paix du lieu où est situé le service ainsi que du juge de paix qui a ordonné la mesure de protection.

§ 2. Sans préjudice de la disposition de l'article 32, § 2, de la loi du 26 juin 1990, le règlement visé au § 1^{er}, doit au moins régler les matières suivantes :

- 1^o les mesures internes de protection;
- 2^o la manière dont sont garantis les droits du malade, notamment ceux prévus à l'article 32 de la loi du 26 juin 1990.

MINISTERIE VAN JUSTITIE
EN MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID
EN LEEFMILIEU

N. 91 — 1936

18 JULI 1991. — Koninklijk besluit ter uitvoering van artikel 36 van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke, inzonderheid op artikel 36;
Gelet op het advies van de Raad van State;
Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

- 1^o « De wet van 26 juni 1990 » : de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke;
- 2^o « De bevoegde overheid » : de overheden die bevoegd zijn voor het gezondheidsbeleid op grond van artikel 59 bis, 59 ter of 108 ter van de Grondwet;
- 3^o « Een A-dienst » : een dienst neuro-psychiatrie voor observatie en behandeling, erkend als A-dienst overeenkomstig de wetgeving op de ziekenhuizen;
- 4^o « Een T-dienst » : een dienst neuro-psychiatrie voor behandeling, erkend als T-dienst overeenkomstig de wetgeving op de ziekenhuizen;
- 5^o « Een K-dienst » : een dienst neuro-psychiatrie voor kinderen, erkend als K-dienst overeenkomstig de wetgeving op de ziekenhuizen;
- 6^o « Beschermingsmaatregel » : een beschermingsmaatregel genomen met toepassing van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke.

HOOFDSTUK II. — Voorschriften inzake de psychiatrische diensten die ertoe gehouden zijn geesteszieken op te nemen ten aanzien van wie een beschermingsmaatregel is genomen

Afdeling 1. — Voorwaarden waaronder de psychiatrische diensten ertoe gehouden zijn geesteszieken, wier toestand beschermingsmaatregelen vergt, op te nemen

Art. 2. Voor zover ze hiertoe door de bevoegde overheid aangevraagd worden, zijn de A-diensten van psychiatrische ziekenhuizen, de A-diensten van algemene ziekenhuizen die werken in het kader van de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening, de T-diensten en de K-diensten ertoe gehouden de geesteszieken ten aanzien van wie er een beschermingsmaatregel gelast werd, op te nemen.

Afdeling 2. — Specifieke functionele voorwaarden waaraan de in afdeling 1 bedoelde diensten moeten voldoen

Art. 3. § 1. De in afdeling 1 bedoelde diensten moeten over een huishoudelijk reglement beschikken dat, onverminderd het bepaalde in artikel 125, eerste lid, 2^o, van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, ter goedkeuring werd voorgelegd aan de bevoegde overheid. Dit reglement wordt ter kennis gebracht van de procureur des Konings en van de vrederechter van de plaats waar de dienst gelegen is alsook van de vrederechter die de beschermingsmaatregel bevolen heeft.

§ 2. Onverminderd het bepaalde in artikel 32, § 2, van de wet van 26 juni 1990, moet het in § 1 bedoelde reglement ten minste de volgende aangelegenheden regelen :

- 1^o interne beschermingsmaatregelen;
- 2^o wijze waarop de rechten van de zieke gewaarborgd worden, inzonderheid deze bedoeld in artikel 32 van de wet van 26 juni 1990.

Art. 4. Les services visés dans la section première doivent établir un rapport annuel contenant la liste des patients qui ont été admis dans le service à la suite d'une mesure de protection.

Ce rapport annuel sera transmis aux médecins inspecteurs psychiatres désignés par l'autorité compétente, au juge de paix du lieu où est situé le service et au procureur du Roi.

Art. 5. § 1^{er}. Si une personne faisant l'objet d'une mesure de protection est installée, dans une chambre d'isolement et d'observation destinée à cette fin dans le service, le médecin-chef de service doit inscrire ces mesures de contrainte dans un registre en mentionnant leur durée, leur nature et l'indication médicale.

Ce registre est parafé chaque jour par le médecin traitant de service lequel y annote ses observations.

§ 2. Si des mesures sont prises au sens du § 1^{er}, le personnel infirmier doit assurer un contrôle intensif et régulier.

Section 3. — Le médecin-chef de service

Art. 6. § 1^{er}. Le médecin-chef de service habilité à prendre des mesures de protection est désigné par l'autorité compétente sur la proposition du gestionnaire.

§ 2. Les personnes désireuses d'obtenir la désignation visée au § 1^{er} doivent être agréées comme médecin-spécialiste en neuropsychiatrie ou en psychiatrie et doivent avoir réussi un examen organisé par une commission d'experts désigné par l'autorité compétente.

§ 3. Les médecins spécialistes en neuropsychiatrie ou en psychiatrie qui ont réussi l'examen organisé en application de la loi du 18 juin 1850 sur le régime des aliénés, modifiée par les lois des 28 décembre 1873 et 7 avril 1964, sont dispensés de l'examen prévu au § 2.

Art. 7. La commission visée à l'article 6, § 2, est présidée par le président du conseil national de l'ordre des médecins et se compose d'un juge de paix assurant la fonction de vice-président, de médecins-inspecteurs-psychiatres, de professeurs en psychiatrie des différentes facultés de médecine ayant une expérience pratique en matière d'admission forcée, et de deux médecins-chefs de services psychiatriques non universitaires ayant également une expérience pratique en matière d'admission forcée, désignés à cet effet par l'autorité compétente.

Art. 8. Sans préjudice des honoraires dus par l'I.N.A.M.I. pour la surveillance et les services médicaux spécialisés, le médecin-chef de service bénéficie d'une rémunération forfaitaire pour les activités administratives effectuées dans le cadre de la loi du 28 juin 1990. Cette rémunération forfaitaire, transmise au gestionnaire de l'hôpital par le biais du prix de journée, est composée des éléments suivants :

— un montant forfaitaire de 150 000 francs par an, à condition qu'au moins un malade mental faisant l'objet d'une mesure de protection, ait été admis durant l'exercice concerné;

— un montant forfaitaire supplémentaire de 7 500 francs par malade mental admis durant l'exercice concerné dans le service par suite d'une mesure de protection.

Cette rémunération est payée intégralement par le gestionnaire au médecin-chef de service sur la base d'une convention conclue entre le gestionnaire et le médecin-chef de service.

Cette convention est conclue conformément aux dispositions du titre IV de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987.

Art. 9. En cas de négligence grave ou de violation des obligations légales ou conventionnelles, la révocation d'un médecin-chef de service, peut être proposée à l'autorité compétente par le gestionnaire et/ou les médecins inspecteurs-psychiatres après avoir pris l'avis de la commission visé à l'article 7.

Section 4. — Du transport et du transfert des malades mentaux

Art. 10. § 1^{er}. Le transport et le transfert du malade mental faisant l'objet d'une mesure de protection, sont assurés par le service 100 ou tout autre service spécialisé à cet effet qui a accepté, sur base d'une convention conclue avec l'Etat, de collaborer au fonctionnement du

Art. 4. De in afdeling 1 bedoelde diensten moeten een jaarverslag opmaken met de lijst van de patiënten die, ten gevolge van een beschermingsmaatregel in de dienst werden opgenomen.

Dit jaarverslag wordt overgemaakt aan de door de bevoegde overheid aangewezen geneesheren-inspecteurs-psychiaters, aan de vrederechter van de plaats waar de dienst gelegen is en aan de procureur des Konings.

Art. 5. § 1. Indien een persoon ten aanzien van wie een beschermingsmaatregel gelast werd, in een daartoe in de dienst aangewezen isoleer- en observatiekamer ondergebracht wordt, dient de geneesheer-hoofd van dienst deze dwangmaatregelen in een register op te tekenen met vermelding van hun duur, aard en medische indicatie.

Dit register wordt dagelijks geparafeerd door de behandelende geneesheer van dienst die er zijn bevindingen bij aantekent.

§ 2. Indien er maatregelen zoals bedoeld in § 1 worden genomen, moet het verpleegkundig personeel een intensief en regelmatig toezicht houden.

Afdeling 3. — De geneesheer-hoofd van de dienst

Art. 6. § 1. De geneesheer-hoofd van dienst, bevoegd om beschermingsmaatregelen te nemen, wordt op voorstel van de beheerder aangewezen door de bevoegde overheid.

§ 2. Personen die de in § 1 bedoelde aanwijzing wensen te bekomen moeten erkend zijn als geneesheer-specialist in de neuropsychiatrie of in de psychiatrie en moeten geslaagd zijn voor een examen ingericht door een commissie van deskundigen die is aangesteld door de bevoegde overheid.

§ 3. De geneesheren-specialist in de neuro-psychiatrie of in de psychiatrie die geslaagd zijn voor het examen georganiseerd in toepassing van de wet van 18 juni 1850 op de behandeling van krankzinnigen, gewijzigd bij de wetten van 28 december 1873 en 7 april 1964 worden vrijgesteld van het in § 2 bedoelde examen.

Art. 7. De in artikel 6, § 2, bedoelde commissie wordt voorgezeten door de voorzitter van de nationale raad van de orde der geneesheren en is samengesteld uit een door de bevoegde overheid aangewezen vrederechter die als ondervoorzitter fungeert, geneesheren-inspecteurs-psychiaters, hoogleraren in de psychiatrie, van de onderscheiden medische faculteiten, met praktijkervaring inzake gedwongen opnamen en twee geneesheren-diensthoofden van niet-universitaire psychiatrische ziekenhuisdiensten eveneens met praktijkervaring inzake gedwongen opnamen.

Art. 8. Onverminderd de door het R.I.Z.I.V. verschuldigde honoraria voor het toezicht en voor de gespecialiseerde medische zorgen, wordt de geneesheer-hoofd van dienst voor de administratieve activiteiten verricht in het kader van de wet van 26 juni 1990 forfaitair vergoed. Deze forfaitaire vergoeding die via de verpleegdagprijs aan de beheerder van het ziekenhuis wordt overgemaakt bestaat uit :

— een forfaitair bedrag van 150 000 frank per jaar, op voorwaarde dat er gedurende dat dienstjaar ten minste één geesteszieke, ten aanzien van wie er een beschermingsmaatregel gelast werd, opgenomen werd;

— een bijkomend forfaitair bedrag van 7 500 frank per geesteszieke die gedurende het dienstjaar in de dienst opgenomen werd ten gevolge van een beschermingsmaatregel.

Deze vergoeding wordt, op basis van een tussen de beheerder en de geneesheer-hoofd van dienst gesloten overeenkomst, door de beheerder integraal doorgestort aan de geneesheer-hoofd van dienst.

Deze overeenkomst wordt afgesloten overeenkomstig de bepalingen van titel IV van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987.

Art. 9. In geval van grove nalatigheid of schending van de wettelijke of conventionele verplichtingen in hoofde van de geneesheer-hoofd van dienst, kunnen de beheerder en/of de geneesheren-inspecteurs-psychiaters, na het advies van de in artikel 7 bedoelde commissie ingewonnen te hebben, aan de bevoegde overheid diens intrekking van de aanwijzing voorstellen.

Afdeling 4. — Het vervoer en de overbrenging van de geesteszieken

Art. 10. § 1. Het vervoer en de overbrenging van de geesteszieke die het voorwerp uitmaakt van een beschermingsmaatregel, worden verzekerd door de dienst 100 of door ieder andere, terzake gespecialiseerde dienst die, op grond van een met de Staat gesloten overeen-

système d'appel unifié. Lors du transport ou du transfert, la présence de personnel qualifié et, selon le cas, d'agents de la force publique en civil est requise.

§ 2. Préalablement au transfert d'un malade mental, faisant l'objet d'une mesure de protection vers un autre service psychiatrique, le médecin-chef de service adresse au médecin-chef de service du service où le malade mental visé est transféré, un rapport circonstancié comportant au moins les éléments suivants :

- 1° les observations psychiatriques et les autres constatations médicales et sociales significatives;
- 2° les résultats des tests et examens techniques effectués;
- 3° la nature et le résultat des traitements appliqués;
- 4° en annexe une copie de tous les documents établis en exécution de la loi du 26 juin 1990 et qui sont nécessaires au traitement ultérieur du malade mental.

CHAPITRE III. — Modalités concernant la tenue à jour du registre visé à l'article 10 de la loi du 26 juin 1990

Art. 11. Le registre prévu à l'article 10 de la loi du 26 juin 1990 est coté et paraphé à chaque feuillet par le juge de paix du lieu du service. Il est tenu par le directeur de l'établissement et gardé à la disposition des autorités judiciaires et des médecins inspecteurs psychiatres. Les personnes qui, en application de l'article 7 de la loi du 26 juin 1990, ont été désignées ou choisies, peuvent consulter toutes les données du registre concernant le malade mental dans l'intérêt duquel elles ont été désignées ou choisies.

Ce registre doit renseigner les données suivantes concernant le malade :

- 1° les nom et prénoms;
- 2° le lieu de naissance;
- 3° le domicile;
- 4° la résidence;
- 5° la nationalité;
- 6° la profession;
- 7° l'état civil;
- 8° les date et heure de l'admission dans l'établissement;
- 9° les date et heure de la sortie de l'établissement;
- 10° tout renseignement concernant des décisions administratives ou judiciaires prises dans le cadre de la loi du 26 juin 1990;
- 11° les décisions relatives à la protection des biens du malade;
- 12° chaque congé;
- 13° les nom, prénom et domicile des personnes désignées ou choisies en application de l'article 7 de la loi du 26 juin 1990;
- 14° les nom, prénom, domicile et qualité du représentant légal du malade;
- 15° les observations éventuelles des personnes visées au 13°.

Ce registre sera présenté, à chaque visite, aux personnes chargées du contrôle de l'établissement en vertu de l'article 33 de la loi du 26 juin 1990, qui y apposeront leur visa et y consigneront leurs observations, s'il y a lieu.

CHAPITRE IV. — Du retrait de l'agrément

Art. 12. Au cas de retrait de l'agrément d'un hôpital ou d'un service hospitalier, conformément aux dispositions y afférentes de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, cette décision de retrait de l'agrément est notifiée au juge de paix du lieu où est situé le service. Celui-ci désigne le service où les malades mentaux, à l'égard desquels la mise en observation ou le maintien de l'hospitalisation a été ordonné, doivent être transférés.

CHAPITRE V. — Modalités de maintien de l'hospitalisation et de postcure

Art. 13. Les services qui, conformément aux dispositions du présent arrêté, admettent des patients faisant l'objet d'une mesure de maintien de l'hospitalisation, concluent une convention écrite avec les établissements appropriés habilités à assurer la postcure.

komst, aanvaard hebben hun medewerking aan het eenvormig oproepstelsel te verlenen. Bij de overbrenging of het vervoer is de aanwezigheid van gekwalificeerd personeel of, naargelang van het geval, van leden van de openbare macht in burger vereist.

§ 2. Alvorens een geesteszieke die het voorwerp uitmaakt van een beschermingsmaatregel overgebracht wordt naar een andere psychiatrische dienst maakt de geneesheer-hoofd van dienst, ten behoeve van de geneesheer-hoofd van dienst van de dienst waarnaar bedoelde geesteszieke overgebracht wordt, een omstandig rapport op dat minstens volgende elementen omvat :

- 1° de psychiatrische waarnemingen en andere relevante medische en sociale vaststellingen;
- 2° de resultaten van de testen en de verrichte technische onderzoeken;
- 3° de aard en de resultaten van de toegepaste behandelingen;
- 4° in bijlage wordt een copij gevoegd van alle stukken die in uitvoering van de wet van 26 juni 1990 werden opgemaakt en die noodzakelijk zijn voor de verdere behandeling van de geesteszieke.

HOOFDSTUK III. — Wijze waarop het register bedoeld in artikel 10 van de wet van 26 juni 1990 wordt bijgehouden

Art. 11. Het in artikel 10 van de wet van 26 juni 1990 voorziene register wordt op elke bladzijde genummerd en geparafereerd door de vrederechter van de plaats van de dienst. Het wordt bijgehouden door de directeur van de instelling en wordt ter beschikking gehouden van de rechterlijke overheden en van de geneesheren-inspecteurs-psychiaters. De personen die met toepassing van artikel 7 van de wet van 26 juni 1990 zijn aangewezen of gekozen kunnen inzage krijgen van alle gegevens van het register betreffende de geesteszieke in wiens belang ze werden aangewezen of gekozen.

Dit register verstrekt volgende gegevens met betrekking tot de zieke :

- 1° de naam en voornamen;
- 2° de geboorteplaats;
- 3° de woonplaats;
- 4° de verblijfplaats;
- 5° de nationaliteit;
- 6° het beroep;
- 7° de burgerlijke staat;
- 8° de datum en uur van opname in de instelling;
- 9° de datum en uur van het ontslag uit de instelling;
- 10° alle inlichtingen met betrekking tot administratieve of rechterlijke beslissingen genomen in het kader van de wet van 26 juni 1990;
- 11° de beslissingen inzake de bescherming van de goederen van de zieke;
- 12° elk verlof;
- 13° de naam, voornaam en woonplaats van de personen die, in toepassing van artikel 7 van de wet van 26 juni 1990, aangewezen of gekozen werden;
- 14° de naam, voornaam, woonplaats en hoedanigheid van de wettelijke vertegenwoordiger van de zieke;
- 15° de eventuele bevindingen van de in 13° bedoelde personen.

Dit register wordt bij elk bezoek voorgelegd aan de personen die krachtens artikel 33 van de wet van 26 juni 1990 belast zijn met het toezicht op de instelling die er hun visum op aanbrenge en, zo daartoe aanleiding bestaat, er hun bemerkingen in optekenen.

HOOFDSTUK IV. — De intrekking van de erkenning

Art. 12. Ingeval de erkenning van een ziekenhuis of een ziekenhuisdienst, overeenkomstig de desbetreffende bepalingen van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, ingetrokken wordt, wordt deze beslissing tot intrekking van de erkenning ter kennis gebracht van de vrederechter van de plaats waar de dienst gelegen is. Deze wijst de dienst aan naar dewelke de geesteszieken, ten aanzien van wie de opname of observatie of het verder verblijf gelast werd, dienen overgebracht te worden.

HOOFDSTUK V. — Modaliteiten voor het verdere verblijf en de nazorg

Art. 13. De diensten die, overeenkomstig de bepalingen van dit besluit, patiënten opnemen ten aanzien van wie het verder verblijf gelast werd, zullen een schriftelijke overeenkomst afsluiten met de geëigende instellingen die gemachtigd zijn de nazorg te verzekeren.

CHAPITRE VI. — Conditions dans lesquelles un malade peut être soigné en famille

Art. 14. Les personnes et leur famille, désignés par le juge de paix, qui prennent en charge des malades mentaux nécessitant des mesures de protection sont accompagnés par un service hospitalier de soins psychiatriques en milieu familial.

CHAPITRE VII. — Dispositions finales

Art. 15. Par dérogation à l'article 6 du présent arrêté, les médecins nommés en vertu de la loi du 18 juin 1850 sur le régime des aliénés, modifiée par les lois des 28 décembre 1873 et 7 avril 1964, continuent à exercer la fonction de médecin-chef de service.

Art. 16. Jusqu'à ce que les autorités compétentes aient désigné les services visés à l'article 2, et pour autant que le médecin-chef de service concerné réponde aux dispositions de l'article 6 ou 14, tous les services A d'hôpitaux psychiatriques, tous les services A d'hôpitaux généraux fonctionnant dans le cadre de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente, tous les services T et tous les services K sont considérés d'office comme des services qui sont tenus d'admettre des patients faisant l'objet d'une mesure de protection.

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le 27 juillet 1991.

Art. 18. Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 juillet 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. BUSQUIN

HOOFDSTUK VI. — Voorwaarden waaronder een zieke verpleegd kan worden in een gezin

Art. 14. De door de vrederechter aangewezen personen en hun gezin die een geesteszieke, voor wie beschermingsmaatregelen noodzakelijk blijken, opnemen, worden begeleid door een ziekenhuisdienst voor psychiatrische gezinsverpleging.

HOOFDSTUK VII. — Slotbepalingen

Art. 15. In afwijking van artikel 6 van dit besluit blijven de geneesheren benoemd op grond van de wet van 18 juni 1850 op de behandeling van krankzinnigen, gewijzigd bij de wetten van 28 december 1873 en 7 april 1964, de functie van geneesheer-hoofd van dienst verder uitoefenen.

Art. 16. In afwachting dat de bevoegde overheden de in artikel 2 bedoelde diensten hebben aangewezen, en voor zover de desbetreffende geneesheer-hoofd van dienst voldoet aan de bepalingen van artikel 6 of 14, worden alle A-diensten van psychiatrische ziekenhuizen, alle A-diensten van algemene ziekenhuizen die werken in het kader van de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening, alle T-diensten en alle K-diensten van ambtswege beschouwd als diensten die ertoe gehouden zijn patiënten op te nemen ten aanzien van wie er een beschermingsmaatregel gelast werd.

Art. 17. Dit besluit treedt in werking op 27 juli 1991.

Art. 18. Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Sociale Zaken zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 juli 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

De Minister van Sociale Zaken,
Ph. BUSQUIN

F. 91 — 1937

18 JUILLET 1991. — Arrêté royal portant exécution de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux, notamment les articles 8, 9, 20, 21, 22, 30, 33 et 39;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'article 39 de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux dispose que la loi entre en vigueur à la date fixée par le Roi, et au plus tard un an après sa publication au *Moniteur belge*; que cette publication est intervenue le 27 juillet 1990;

Considérant qu'il est dès lors urgent, compte tenu de la prochaine entrée en vigueur de la loi précitée du 26 juin 1990, à savoir le 27 juillet 1991, de déterminer les modalités selon lesquelles le procureur du Roi poursuivra l'exécution des jugements rendus en application de ladite loi.

N. 91 — 1937

18 JULI 1991. — Koninklijk besluit ter uitvoering van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke, inzonderheid op de artikelen 8, 9, 20, 21, 22, 30, 33 en 39;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat artikel 39 van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke stelt dat de wet in werking treedt op de datum bepaald door de Koning, en uiterlijk één jaar na haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*; dat die bekendmaking is geschied op 27 juli 1990;

Overwegende dat het derhalve dringend noodzakelijk is, rekening houdend met de eerste daagse inwerkingtreding van voornoemde wet van 26 juni 1990, te weten op 27 juli 1991, de modaliteiten te bepalen volgens welke de procureur des Konings de tenuitvoerlegging van de met toepassing van deze wet gewezen vonnissen vervolgt.